

La Lettre économique d'Egypte

Direction Générale du Trésor © - N° 117 – Février 2021

EDITORIAL

N° 117
Février 2021

Les chiffres du commerce extérieur français viennent de tomber. Sans surprise, la pandémie du Covid-19 a laissé des traces. Ainsi, en 2020, les exportations totales françaises se contractent (baisse de 15,9%, après 3,5% de croissance en 2019). Les importations diminuent également, mais de façon légèrement moins marquée (baisse de 13%, après 2,2% de croissance en 2019). Le déficit commercial FAB/FAB se détériore ainsi de 7,3 Mds d'Euros et s'établit à 65,2 Mds, après 57,9 Mds en 2019, soit le déficit le plus élevé depuis 2012.

En Egypte, nos exportations ont souffert mais la baisse a été contenue. Nos ventes n'ont diminué que de 10,7% (cf. analyse ci-après) pour dépasser une nouvelle fois les 2 Mds d'Euros, ce qui reflète également la bonne gestion de la crise par les autorités égyptiennes. Notre performance est d'autant plus remarquable sur le plan bilatéral que nos livraisons ont chuté sur la même période de 14% en Algérie, de 15,5% en Jordanie, de 22,4% en Arabie Saoudite ou encore de 32% au Liban.

Pour autant, nous aurons probablement du mal à préserver notre 7^{ème} excédent au niveau mondial car la bonne tenue de notre commerce bilatéral dépendait fortement ces dernières années de livraisons d'aéronefs, poste qui devrait logiquement souffrir en 2021. Il convient donc, plus que jamais, **de diversifier nos exportations et notre présence**. C'est dans cet esprit que le Service Economique organise une séquence visant à offrir une visibilité à l'offre française dans le secteur des énergies renouvelables. Cette opération de communication s'étalera sur un trimestre et s'articulera autour de visites de sites, d'opérations médiatiques et un événement de clôture sur les énergies vertes. Organisée en coopération avec les entreprises françaises présentes en Egypte, l'Agence Française de Développement et le Service de presse de l'Ambassade, cette séquence vise à mettre en avant le savoir-faire français en matière d'énergies renouvelables (éolien, solaire, hydro-électrique...) et à rendre visible nos entreprises, auprès des partenaires égyptiens. La première étape s'est ainsi concrétisée le 17 février dernier avec la visite du parc photovoltaïque de Benban, en présence de notre Ambassadeur (voir ci-après).

C'est dans le même esprit de diversification que s'est tenu le 16 février à la Résidence de France la clôture du premier « concours startup franco-égyptien ». Ce dernier, lancé en novembre 2019, était centré sur trois secteurs prioritaires pour nos entreprises et à fort enjeux pour l'Egypte : la santé, la Fintech et la ville durable. Outre le soutien à l'écosystème égyptien de jeunes entrepreneurs, l'objectif était là aussi de valoriser les entreprises françaises soutenant l'innovation et l'entreprenariat en Egypte. Il s'est terminé en apothéose (malgré une météo capricieuse), en présence du Ministre des Communications et des Technologies de l'Information, M. Amr Talaat, de notre Ambassadeur et de l'ensemble de nos partenaires.

Michel OLDENBURG

Chef du Service économique

michel.oldenburg@dgtrésor.gouv.fr

SOMMAIRE

Page 2	Clôture de la 1ère édition de la compétition franco-égyptienne des startups
Page 4	Les échanges commerciaux entre la France et l'Egypte en 2020
Page 7	L'essor des énergies renouvelables en Egypte
Page 10	S.E. l'Ambassadeur de France en Egypte visite « Râ Solar », la centrale électrique de Voltalia à Benban
Page 12	Brèves et indicateurs économiques

COOPERATION ET INNOVATION

Clôture de la première édition de la compétition franco-égyptienne des startups : une initiative du Service Economique ayant mobilisé l'ensemble de la communauté d'affaires française en Egypte !



Le 16 février dernier a eu lieu la cérémonie de clôture de la première compétition franco-égyptienne des startups à la Résidence de France en présence de l'Ambassadeur de France en Egypte, M. Stéphane Romatet et du Ministre des Communications et des Technologies de l'Information, Dr. Amr Talaat. Le Secrétaire d'Etat français chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques, M. Cédric O. est intervenu dans une allocution virtuelle préenregistrée pour féliciter les lauréats et marquer son soutien à la coopération franco-égyptienne dans le domaine des technologies de l'information et des communications.

Ce concours a permis d'identifier les startups égyptiennes à fort potentiel et ayant l'ambition de devenir les prochains leaders de la transformation numérique dans **trois secteurs prioritaires** de coopération entre la France et l'Égypte : **la santé, la Fintech et la ville durable**.

Cette compétition a été rendu possible grâce au soutien de plus de 15 entreprises françaises (Axa, Crédit Agricole, Orange, Schneider Electric, Danone, Sanofi, Valeo, Africinvest, Air Liquide, Dassault System, Gide Loyrette Nouel, Idemia, Naos Marketing, Servier, Thalès) ayant une solide expérience dans ces trois secteurs.

Bien que la compétition ait été suspendue au début de la pandémie, un contact étroit a été maintenu avec les finalistes dans ces circonstances exceptionnelles. La compétition a repris une partie de ses activités au cours de l'été lors d'un « **Bootcamp virtuel** » où les finalistes ont reçu une formation et un accompagnement dans plusieurs domaines liés à l'innovation et à l'entrepreneuriat, avec le soutien des partenaires du concours.

La compétition a connu un franc succès avec plus de 150 entrepreneurs égyptiens ayant soumis une candidature. **Une sélection en deux tours a permis de distinguer six lauréats**, deux dans chacune des trois catégories ouvertes au concours:

- **Lauréats de la catégorie « Santé »** : **3Elagi Tech** (premier prix) et **Bypa-ss** (deuxième prix);
- **Lauréats de la catégorie « Fintech »** : **El Gameya** (premier prix) et **Ocra Wallet** (deuxième prix);
- **Lauréats de la catégorie « Villes durables »** : **Transport for Cairo** (premier prix) et **Hood** (deuxième prix).

En outre, **deux prix spéciaux ont été décernés à deux autres startups**. Un prix « Coup de cœur » a été décerné au nom de la communauté d'affaires française en Egypte à **NanoEbers**. Et un «Community Award» résultant du vote du public via la plateforme Egyptinnovate et du classement général a également été remis à **Tink**. Au total, **800 000 EGP ont été partagés entre les lauréats**. Ils bénéficieront en plus de nombreuses mesures d'accompagnement offertes par nos partenaires.

Fruit d'une volonté commune de la France et de l'Égypte de renforcer leur **coopération bilatérale dans le domaine de l'innovation et de l'entrepreneuriat**, ce concours fait suite à la signature, lors de la visite du président de la République Française en Egypte en janvier 2019, d'une déclaration d'intention visant à renforcer l'entrepreneuriat et favoriser la croissance des startups du numérique.



Les 8 lauréats avec le Ministre des TICs, Dr. Amr Talaat et l'Ambassadeur de France, M. Stéphane Romatet



Les 8 lauréats
 En savoir davantage avec l'article que Startup Scene a consacré aux lauréats : [ici](#)
 Vous souhaitez être mis en relation avec l'un de nos lauréats ? [Contactez-nous !](#)

Revivez la cérémonie de clôture en visionnant le Live Facebook : [cliquez ici](#)

Isabelle ROSE
 Adjointe au Chef de Service
isabelle.rose@dgtresor.gov.fr

Continuez à suivre et partager la page Facebook officielle de la Compétition :



Une couverture médiatique importante :

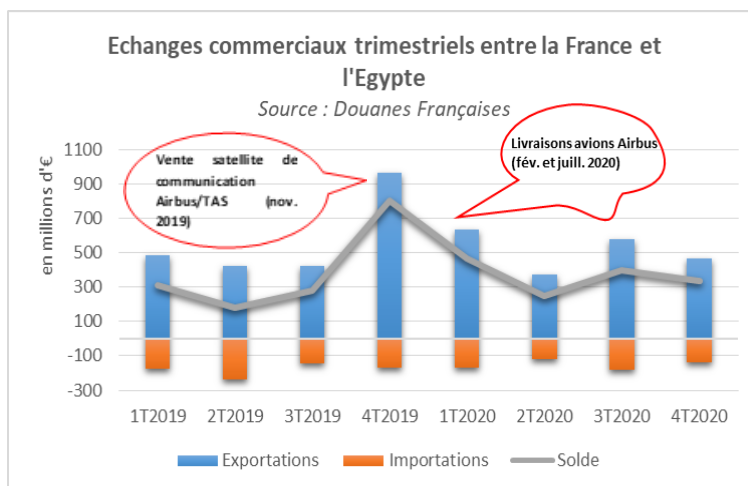
<p>Presse en ligne :</p> <p>Masrawi, Youm 7, sada elbalad, Watan, elgornal, rosaelyoussef, alborsanews, dostor, mwatannews, ...</p>	<p>Presse écrite et TV :</p> <p>Nile News & CBC Extra</p> <p>Al Ahram Akhbar Al Youm Al Chorouq Egyptian Gazette Daily News, ...</p>	<p>Presse spécialisée :</p> <p>egyentrepreneur, thestartupscene, egyptinnovate, egyecconomy, amwalalghad, hospitalitynews, techknowledgenews, ...</p>
--	---	---



RELATION BILATERALE

Les échanges commerciaux entre la France et l'Égypte en 2020

Conséquence de l'absence de confinement en Égypte ayant limité l'ampleur du ralentissement économique, le recul de nos échanges en 2020 (-12%) aura été moins marqué en Égypte que dans d'autres pays de la région (-28% en moyenne dans la région ANPMO¹). L'Égypte reste un partenaire majeur de la France à l'échelle régionale et mondiale (6^{ème} client de la zone, 7^{ème} excédent mondial). On retiendra cependant que la bonne tenue relative de notre bilan repose pour la 2^{ème} année consécutive sur nos exportations issues de l'industrie aéronautique. A moyen-terme, la reprise progressive dès 2021 des importations françaises de GNL égyptien pourrait se traduire par un rééquilibrage de notre balance commerciale bilatérale.



Nos échanges reculent mais dans des proportions moindre qu'ailleurs dans la région permettant à l'Égypte de se maintenir parmi nos premiers partenaires commerciaux

■ Un volume d'échanges qui recule modérément sous l'effet du Covid-19 ...

Le choix des autorités égyptiennes de ne pas confiner sa population et laisser tourner l'économie nationale a limité l'ampleur du choc sur nos échanges bilatéraux. Ainsi, après une année record en 2019 parachevant trois années de progression, **nos échanges commerciaux avec l'Égypte en 2020 se sont établis à 2,66 Mds€**, en baisse annuelle de 12%, soit légèrement au-dessus de la baisse de ses échanges avec le reste du monde (-9%). Nos exportations (-11% ; 2,05 Mds€) ayant mieux résisté que nos importations (-17% ; 606 M€), **la réduction de notre excédent commercial reste modérée à 1,45 Mds€** (-8%). Sans surprise, la contraction a été la plus nette au deuxième trimestre (-26% en g.a.), bien plus marquée sur nos importations (-50% en g.a. contre -12% pour nos exportations).

■ ... et permet de maintenir une bonne performance à l'échelle régionale et mondiale

La baisse du volume de nos échanges a été relativement plus faible avec l'Égypte (-12%) qu'avec l'ensemble de nos partenaires d'Afrique du Nord (-20%) et du Proche et Moyen-Orient (-37%) : après les Emirats Arabes Unis (-4%), c'est ainsi vers l'Égypte que nos exportations ont le moins diminué en 2020. Mieux encore, **l'Égypte gagne une place et devient notre 7^{ème} excédent commercial au niveau mondial**. Au niveau régional, si elle cède sa 1^{ère} place sur le continent africain à l'Algérie (1,5 Mds€), l'Égypte dépasse cette année le Qatar (1,1 Mds€) pour devenir notre **2^{ème} excédent commercial de la zone Proche et Moyen-Orient**, derrière les Emirats Arabes Unis (2,4 Mds€)².

L'aéronautique, les produits pharmaceutiques, agricoles et l'automobile en soutien de notre balance commerciale

La moitié de la valeur de nos exportations est assurée en 2020 par les **livraisons aéronautique et spatiale** (29% du total à 589 M€), les **produits pharmaceutiques** (12% à 254 M€) et **le blé** (8% à 155 M€).

¹ Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient.

² En 2020, l'Égypte était par ailleurs le 37^{ème} client de la France (0,5% des exportations, +2 places) et son 58^{ème} fournisseur (0,1%). Sur l'année fiscale

égyptienne 2019/2020 (juin-juillet), la France était le 11^{ème} fournisseur de l'Égypte (3,1% de parts de marché ; +1 place) et son 11^{ème} client (2,9%). Les chiffres de l'année civile 2020 ne sont pas encore disponibles.

▪ **Principal moteur de nos exportations en 2020 : les livraisons d'avions Airbus**

Premier contributeur à la bonne tenue de notre commerce bilatéral (+40% en g.a.), **le poste aéronautique et spatial** avait été marqué fin 2019 par le lancement du satellite de communication « Tiba-1 ». **En 2020 ce sont les livraisons d'avions Airbus (559 M€)**, facilitées par l'intervention des services de l'Ambassade pour obtenir les autorisations de voyage, qui ont rythmé nos échanges bilatéraux.

▪ **Au-delà du blé, des voitures et des produits pharmaceutiques, le reste de notre commerce courant s'affiche majoritairement en recul**

Nos **exportations de blé confirment leur reprise de 2019** (+2% à 154 M€) et l'entrée en vigueur d'une taxe à l'exportation temporaire sur le blé russe³ en mars 2021 devrait permettre au blé français de gagner de nouvelles parts de marché cette année.

On retiendra également **la performance de nos ventes de véhicules automobiles**, qui profitent depuis 2019 de l'abolition des droits de douanes sur les véhicules européens (+63% en 2019 et +1,5% l'année dernière à 128 M€) malgré leur quasi-interruption entre avril et septembre.

Parmi nos autres postes d'exportation traditionnels, on notera que **l'augmentation des exportations de produits pharmaceutiques** (+8% à 254 M€) compensent la diminution de celles de produits cosmétiques, parfums et produits d'entretiens (-41% à 23 M€). Ce qui n'est pas le cas de nos ventes de machines industrielles et agricoles (+14% à 143 M€) qui n'amortissent que très partiellement la forte baisse de nos exportations de produits informatiques, électroniques et optiques (-66% à 125 M€) et équipements électriques et ménagers (-33% à 102 M€). **On notera enfin que sans le poste « aérospatial », nos exportations vers l'Egypte ont diminué de 22% en 2020.**

L'interruption des achats français d'hydrocarbures impacte largement nos importations tandis que nos approvisionnements courants n'accusent qu'un repli modéré

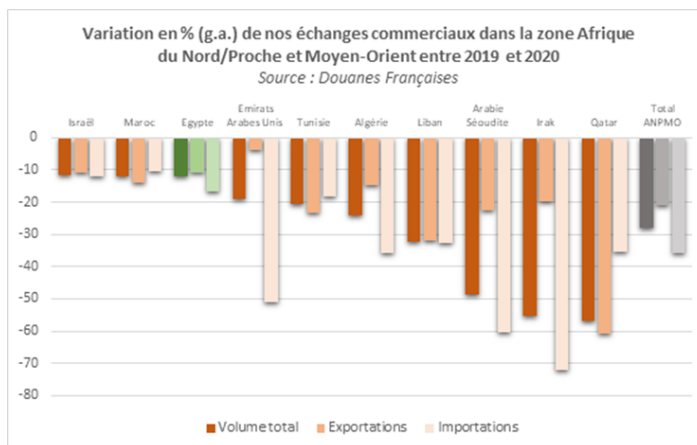
Côté importations (606 M€), les trois principaux postes (près des deux tiers du total) sont désormais : **les produits chimiques, parfums et cosmétiques** (203 M€ soit 34% du total), les **produits textiles, d'habillement, cuirs et chaussures** (16% à 95 M€) et les **équipements électriques et ménagers** (13% à 79 M€).

▪ **Les importations de gaz égyptien : déclin durable ou temporaire ?**

Après un timide rebond en 2019 (144 M€), **nos importations d'hydrocarbures égyptiens sont restées confidentielles l'année dernière** (-82% en g.a. à 30 M€), du fait en particulier de l'interruption des livraisons de GNL depuis le terminal de liquéfaction d'Edku entre mars et octobre. Alors qu'ils composaient plus de 50% de nos importations en provenance d'Egypte en 2012 (711 M€), et encore près de 20% en 2019, les hydrocarbures ne représentaient ainsi plus que **4% du total de nos importations** l'an dernier. Ces livraisons devraient néanmoins reprendre incessamment sous peu **laissant entrevoir, à moyen terme, la possibilité d'un rééquilibrage de notre position commerciale avec l'Egypte.**

▪ **Nos importations hors-hydrocarbures n'accusent qu'un repli modéré**

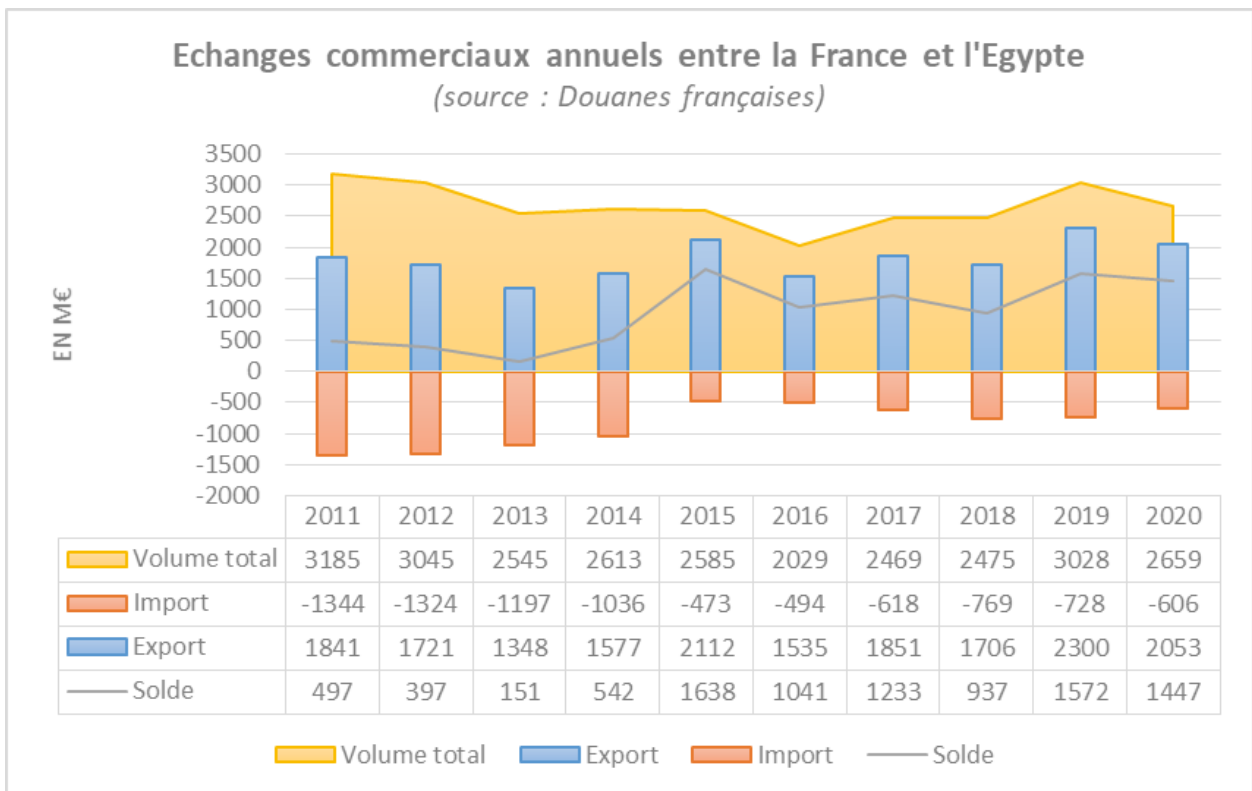
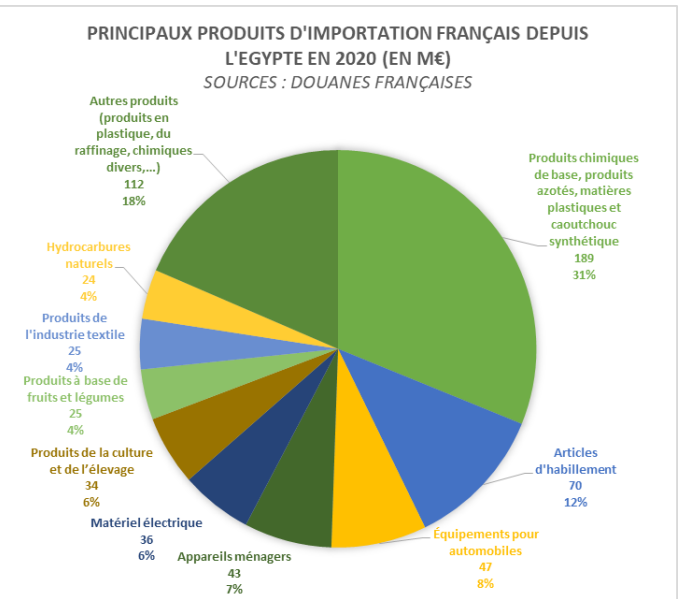
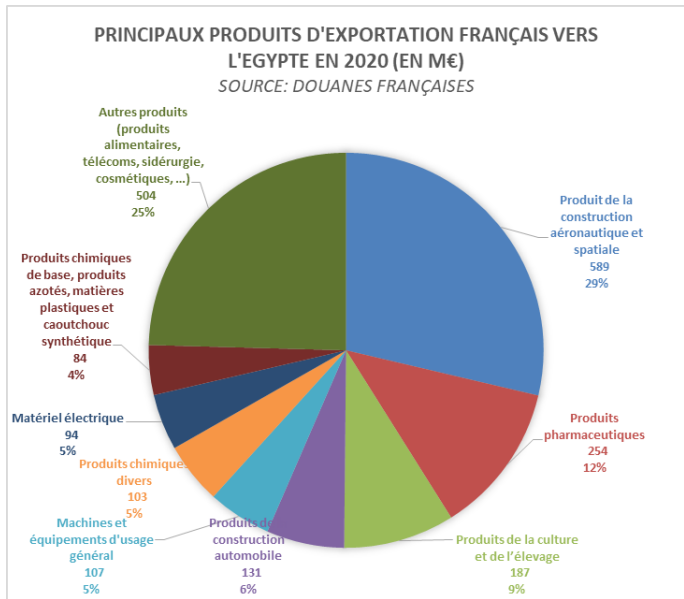
Les engrais deviennent notre premier produit d'importation depuis l'Egypte (+3% à 125 M€). Dans le même temps, les **articles de prêt-à-porter** reculent (-10% à 70 M€) tout comme les autres produits issus de l'industrie textile (-17% à 25 M€), alors que la hausse des importations de matériels électriques (+52% à 36 M€) contrebalance la baisse des appareils ménagers (-7% à 43 M€). On retiendra enfin que les **équipements automobiles** constituaient notre 3^{ème} poste d'importation (-9% à 47 M€). Hors-



³ Le Russie a fourni 80% des importations égyptiennes de blé en 2020, l'Egypte étant par ailleurs le premier importateur de blé au monde (13 M de tonnes prévues cette année soit environ 3,5 Mds\$ au cours actuel).

hydrocarbures, nos importations depuis l’Egypte ont diminué de moins de 2% en 2020.

Louis SELLIER
 Attaché économique
louis.sellier@dgtresor.gouv.fr



POLITIQUE SECTORIELLE

L'essor des énergies renouvelables en Égypte

Soucieuse de renforcer ses capacités de production d'électricité et réduire sa dépendance aux énergies fossiles, l'Égypte mise sur les énergies renouvelables. La mise en service d'impressionnants champs photovoltaïques et de fermes éoliennes sur de vastes étendues désertiques au climat propice a permis à l'Égypte d'amorcer sa transition énergétique et d'attirer les investisseurs. Malgré une surcapacité de génération électrique, le gouvernement égyptien réaffirme sa volonté de transformer son bouquet énergétique en annonçant de nouveaux projets renouvelables (1 GW solaire et 2 GW éolien). La confiance des bailleurs et l'appétit du secteur privé renforce un secteur en pleine mutation, laissant présager de belles opportunités pour nos entreprises, et un avenir plus durable pour l'Égypte.

Les énergies renouvelables, fondement d'une économie plus verte

- **La diversification du mix énergétique, un appui au développement de l'économie du pays**

Dans sa stratégie de diversification énergétique (*Integrated Sustainable Energy Strategy 2035*), l'Égypte se fixe comme objectif d'atteindre une part de 42% de renouvelables de son mix énergétique en 2035. **En 2019/20, les énergies renouvelables**

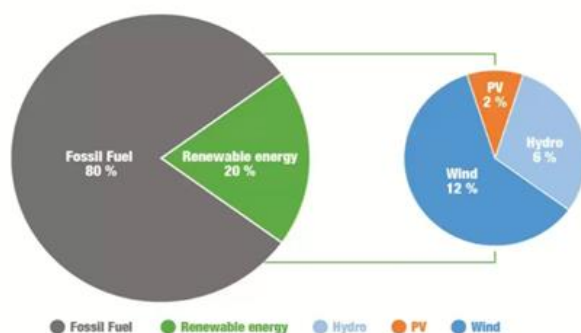
Objectifs de diversification énergétique en 2022 et 2035
Source : [NREA \(Ministère égyptien de l'Électricité et des énergies renouvelables\)](#)

(hydroélectrique, éolien et solaire) représentaient **9,9% du bouquet énergétique** (+56% depuis 2015/16), soit la moitié de l'objectif intermédiaire de 20% en 2022 (voir ci-dessous). L'hydroélectrique en est la principale source (2,832 GW), devant le solaire (1,585 GW) et l'éolien (1,375 GW) (Annexe 2). **Malgré une surcapacité de génération électrique élevée** (26,9 GW⁴ de surplus), le gouvernement continue d'annoncer de nouveaux programmes d'investissements, privilégiant les projets privés tout en cherchant à limiter les pressions induites sur le budget de l'Etat. Le Gouvernement y voit également le moyen d'alimenter sa politique d'industrialisation, la construction de nouvelles villes, zones industrielles et agricoles ainsi que d'infrastructures essentielles au développement du pays particulièrement énergivores (dessalement, mobilité électrique).

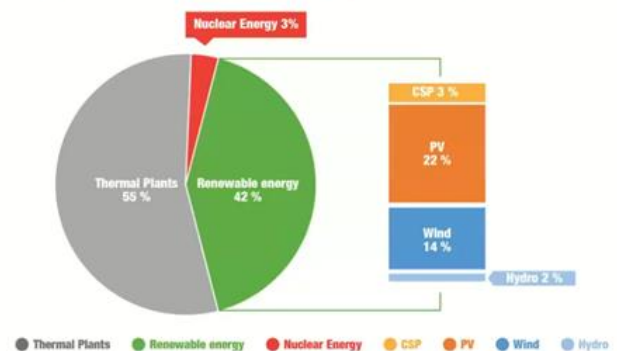
- **La libéralisation progressive du marché, un prérequis au déploiement de nouvelles technologies**

Deux lois majeures modernisant le secteur de l'électricité ont permis de renforcer sa compétitivité et d'attirer les investissements. La **loi 103/2014 sur les énergies renouvelables** permet pour la première fois l'implication du secteur privé par le biais d'appels d'offre et de programmes de tarifs de rachat garantis (programme « FiT » pour *feed-in tariffs*) pour les producteurs indépendants. L'adoption en 2015 de la **nouvelle loi sur l'électricité** acte l'abandon du modèle de l'acheteur unique (via la holding nationale) en permettant aux producteurs privés de vendre leur électricité sur le marché. L'encadrement progressif du

RE Targets 2022 (Installed Capacity)



RE Targets 2035 (Electricity generation)



⁴ L'Égypte dispose d'une capacité installée de 58,3 GW, alors que son pic de consommation nationale ne s'élève qu'à 31,4 GW. Le surplus

est lié à l'entrée en opération des trois grandes centrales thermiques à gaz construites par Siemens (14,4 GW) entre 2015 et 2018.

système de **net metering** (2017-2020) encourage quant à lui le développement de projets privés à petite échelle (pompes d'irrigation solaires, complexes hôteliers isolés), dans la limite de 20 MW par projet. Fondée en 1986, la **New and Renewable Energy Authority (NREA)** est, au sein du Ministère de l'Électricité et des Énergies Renouvelables (MoEE), chargée de mettre en œuvre les projets et d'évaluer leur impact environnemental⁵. Un récent projet de loi propose de lui rattacher les projets hydroélectriques, aujourd'hui gérés par la **Hydro Power Projects Execution Authority (HPPEA)**.

Le lancement de mégaprojets renouvelables, symbole de l'attractivité du territoire égyptien

- **Une volonté politique forte pour développer les énergies solaire et éolienne dans les zones désertiques**

Pas moins de 7600km² de terrains désertiques ont été alloués par décret présidentiel aux projets d'énergie renouvelable (voir ci-après). Présenté comme un modèle de réussite, le **méga-complexe solaire de Benban** près d'Assouan a mobilisé 2,5 Mds USD d'investissements dans le cadre d'un programme de tarif de rachat garanti fortement soutenu par les bailleurs et les banques commerciales⁶. Au total, **32 centrales photovoltaïques** mises en service progressivement en 2019/2020 génèrent 1,465 GW, **en faisant le plus grand parc solaire d'Afrique**.

Dans le golfe de Suez, l'échec d'un programme similaire dans l'éolien a favorisé l'émergence de projets privés en BOO (*build- own-operate*) structurés autour de **tarifs de rachat négociés dans le cadre d'accords de rachat d'électricité (PPA)** conclus sur 20 ans. Le premier d'entre eux est le **projet emblématique de Ras Gharib1** (250 MW) signé en 2018 par Engie, en partenariat avec l'égyptien Orascom et le japonais Toyota Tsusho. Des projets similaires ont depuis été conclus, notamment par le néerlandais Lekela Power (250 MW) et l'allemand Siemens Gamesa (2 GW).

L'abandon des projets de centrales à charbon s'est traduit par la conversion d'un contrat de 4 Mds USD

⁵ A titre d'exemple, elle étudiera l'impact des projets EnR sur les oiseaux migrateurs alors que l'Égypte est située sur une importante trajectoire migratoire.

⁶ Le parc de Benban a bénéficié d'une forte mobilisation des bailleurs (BERD, AIIB, SFI, Proparco, FMO, IFC, BAD...).

Principaux indicateurs relatifs à la capacité de production électrique
Source : [NREA \(MoEE\)](#)

Main Indicators

Installed Capacity (GW)	58.3
Electricity Generation (TWh)	199.3
Peak Load (GW)	31.4
RE Capacity (Hydro, Solar & Wind), (GW)	5.8
Electricity Share per Capita (kwh)	2028
Electricity Access Rate	99.7%

Main Indicators



remporté par l'émirien Al Noweis en deux nouveaux projets renouvelables (200 MW de PV à Kom Ombo et 500 MW d'éolien à Ras Gharib). Poursuivant sa logique de diversification, l'Égypte a lancé en 2015 un projet de **centrale de pompage-turbinage à Attaqa** (près de Suez). Ce mégaprojet (2,4 GW, pour un coût estimé à 2,7 Mds USD) doit être mis en œuvre par le constructeur chinois Sinohydro pour le compte de HPPEA. Enfin, fort de l'expérience menée à Benban, le gouvernement égyptien a annoncé un programme FiT pour la **valorisation énergétique des déchets** (300 MW). Malgré son potentiel, la géothermie ne figure à ce jour pas dans les priorités du gouvernement⁷.

- **Une évolution des modèles d'intervention du secteur privé renforçant la compétitivité-prix**

L'achèvement du programme FiT et la réussite des BOO a poussé les autorités à généraliser ce modèle pour les futurs projets en collaboration avec le secteur privé et les bailleurs de fonds. Les nouveaux appels

⁷ On notera néanmoins la signature d'un MoU entre la NREA, GANOPE (Ganoub El-Wadi Petroleum Holding Company) pour la réalisation d'une étude de faisabilité technique et économique de projets géothermiques sur financement de la KfW.

d’offres sont désormais basés sur l’**enchère sur les tarifs de rachat**. Soutenue par l’*IFC*, EETC s’apprête à lancer une première mise aux enchères sur 200 MW de PV à Kom Ombo⁸. Le critère du prix est aujourd’hui déterminant, obligeant les développeurs à s’aligner sur des tarifs d’achat de l’électricité de plus en plus bas (fixés par EETC à 2c\$/KWh pour le solaire et 3c\$/KWh pour l’éolien). Un **projet de loi sur les producteurs d’électricité indépendants (IPP)** autorisant les développeurs privés à vendre l’électricité directement à leur client (« Corporate PPA ») préparé par le régulateur EGYPTERA, assisté d’un cabinet de consultance international, est attendu pour le premier semestre 2021.

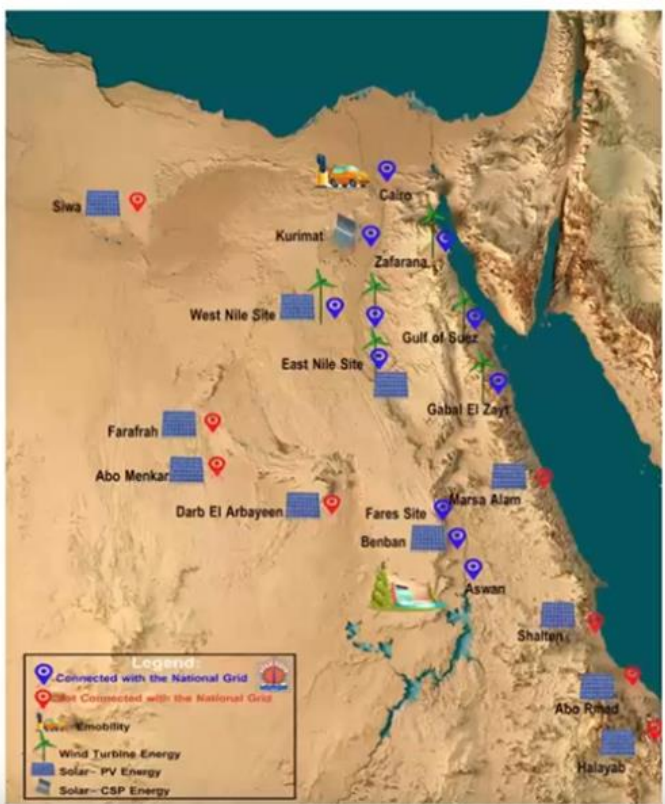
Les entreprises françaises, partenaires de la transition énergétique de l’Egypte

Les énergéticiens français se sont positionnés sur chaque grand projet renouvelable. Soutenus par Proparco, trois groupes français ont investi dans le parc solaire de Benban : **EDF Renewables** (deux centrales de 65MW), **Total EREN** (deux centrales de 63MW) et **Volta** (une centrale de 32 MW).

EDF investit également dans la production d’énergie solaire à travers son actionariat de la société égyptienne KarmSolar, dont l’offre se décline en une solution *microgrid* (génération décentralisée) et l’alimentation d’unités de dessalement. Dans l’éolien, **Engie** opère depuis 2019 un champ de 250 MW à Ras Gharib. Plusieurs entreprises se positionnent également sur le volet équipements. D’autres projets pourraient être annoncés prochainement.

L’hydroélectrique mobilise l’expertise française, mais aucun nouveau projet n’est à l’ordre du jour à l’exception de la station de pompage-turbinage d’Attaqa sur laquelle **Artelia** intervient sur l’assistance à maîtrise d’ouvrage. **Vinci Construction** a participé à la construction de deux barrages hydroélectriques sur le Nil, à Naga Hammadi (64 MW) et Assiout (32 MW). D’autres opportunités existent dans la valorisation énergétique des boues de stations d’assainissement ou sur la valorisation énergétique des déchets où nos entreprises disposent aussi d’un savoir-faire reconnu. **De nouvelles opportunités pourraient voir le jour dans la filière hydrogène**, au sein de laquelle une expertise française aurait toute sa place.

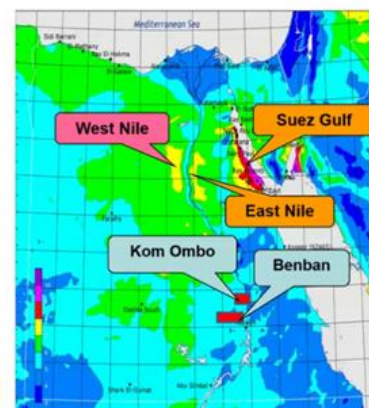
Cartes des terrains alloués aux projets d’énergies renouvelables et caractéristiques climatiques
Source : [NREA \(MoEE\)](#)



Lands Allocated for Renewable Energy

Areas		
Zone		Areas (km ²)
Suez Gulf (wind)		1220
East Nile	Wind	841
	Solar	1290
West Nile	Wind	3636
	Solar	606
Benban (Solar)		37
Kom Ombo (Solar)		7
TOTAL		7637

Total Capacities = 56 GW (Wind + Solar)



Rebecca PORTAIL
Attachée sectorielle
Infrastructures et Développement durable
rebecca.portail@dgtresor.gouv.fr

⁸ L’AFD y finance par ailleurs un projet de centrale PV (50 MW) – sans présence française – par un prêt souverain de 40M EUR.

RELATION BILATERALE

S.E. l'Ambassadeur de France en Egypte visite « Râ Solar », la centrale électrique de Voltalia à Benban



Le 17 février 2021, l'Ambassadeur de France en Egypte, M. Stéphane Romatet, a visité le site de « Râ Solar », la centrale solaire construite et exploitée par Voltalia à Benban, dans le sud de l'Egypte. Cette visite marque le premier anniversaire de l'entrée en exploitation du projet situé dans le vaste complexe solaire de Benban, à une cinquantaine de kilomètres de la ville d'Assouan.

Présentation du projet « Râ Solar »

- **Râ Solar, un premier projet symbolique pour Voltalia en Egypte**

D'une capacité de 32 MW, Râ Solar est la première centrale électrique développée par Voltalia à entrer en opération sur le continent africain. Il s'agit surtout du premier projet développé, construit et opéré par Voltalia en Egypte. Pour le réaliser, l'entreprise a investi 30 MEUR pour lequel elle a bénéficié d'un important soutien financier de Proparco, la filiale de l'Agence française de développement dédiée au financement du secteur privé.

Depuis sa mise en service fin 2019, la centrale a produit **76,5 GWh** d'énergie verte et permis d'éviter l'émission de **35 556 tonnes de CO2**, alimentant près de **19 000 ménages** en électricité propre. Pour Voltalia, la sécurité est un impératif et une fierté. La société assure la sécurité de ses employés sur les différentes étapes du projet, de la construction à l'opération de la centrale.

- **Une journée au cœur du désert nubien**

La délégation rassemblait des représentants de divers services de l'ambassade, le Service Economique, Business France ainsi que l'Agence Française de Développement et sa filiale Proparco.

Une fois sur le site, les membres de la délégation ont découvert un impressionnant champ de panneaux photovoltaïques. Une rencontre avec l'équipe de Voltalia Egypt leur a permis de découvrir les moments-clés de ce premier projet emblématique et de prendre connaissance de la stratégie de l'entreprise dans le pays.

« Je suis particulièrement heureux d'avoir pu visiter 'Râ Solar', la ferme solaire développée par Voltalia, une entreprise française qui a définitivement pris pied sur le marché égyptien et qui œuvre résolument à l'atteinte des objectifs de génération d'énergies renouvelables poursuivis par les autorités égyptiennes »

Stéphane Romatet, Ambassadeur de France en Egypte



- **Une visite au cœur du vaste complexe solaire de Benban**

Situé à une cinquantaine de kilomètres d'Assouan, en Haute-Egypte, le parc solaire de Benban s'étend sur 37

km², **ce qui en fait le plus grand d'Afrique**. Au total, **32 projets** ont été développés par des producteurs indépendants d'électricité dans le cadre du premier programme de tarif de rachat garanti mis en œuvre pour une durée de 25 ans par la compagnie d'électricité EETC (*Egyptian Electricity Holding Company*). Les entreprises **EDF Renouvelables** et **Total Eren** sont également présentes sur le site avec deux centrales photovoltaïques chacune.

D'une capacité totale installée de **1,8 GW**, le complexe solaire de Benban a bénéficié d'un soutien fort de la part des institutions financières internationales et des banques commerciales. **Proparco y finance cinq projets générant un total de 250 MW pour une enveloppe globale de 116 M USD**.



Une visite organisée dans le cadre d'une séquence inédite dédiée à l'expertise française dans le secteur des énergies vertes

La visite du site de Râ Solar s'inscrit dans le cadre d'une série d'évènements organisés au printemps 2021 par l'ambassade de France en Egypte, en coopération avec les entreprises françaises spécialisées dans la production des énergies durables. L'objectif de cette séquence est de **promouvoir l'offre et le savoir-faire des groupes français** à travers la valorisation des projets et investissements réalisés sur le territoire égyptien. Cette séquence s'articulera autour de visites de site, d'une campagne médiatique et d'un évènement de clôture visant à ouvrir de nouvelles opportunités de coopération entre nos deux pays.

La **coopération économique entre la France et l'Egypte pour le développement des énergies renouvelables** s'appuie à la fois sur le savoir-faire des groupes énergétiques français et le financement de projets par l'Agence Française de Développement (AFD) et sa filiale Proparco. L'intervention du Groupe AFD en Egypte dans le secteur énergétique constitue le deuxième portefeuille du groupe dans le monde.

Sylvia MALINBAUM

Cheffe du pôle Infrastructures et Développement durable
sylvia.malinbaum@dgtresor.gouv.fr

Rebecca PORTAIL

Attachée sectorielle
 Infrastructures et Développement durable
rebecca.portail@dgtresor.gouv.fr

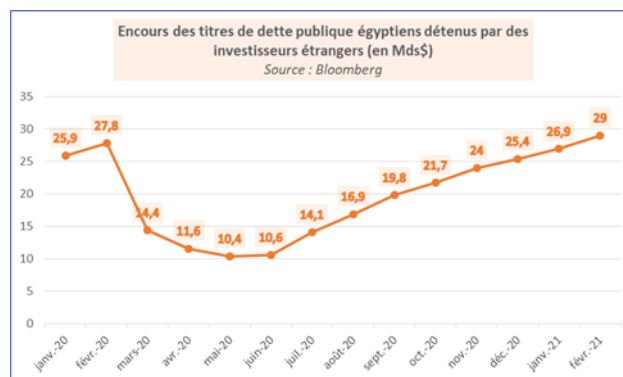
BREVES ET INDICATEURS ECONOMIQUES

Brèves

- Chômage :** D'après l'agence nationale des statistiques (CAPMAS), **le taux de chômage a été ramené de 8% de la population active** (soit 2,329 millions de personnes pour une population active de 28,950 M) **au quatrième trimestre 2019 à 7,2% de la population active** (soit 2,166 millions de personnes pour une population active de 29,965 M) au quatrième trimestre 2020. Le nombre de travailleurs (27,8 M) a pour la première fois dépassé son niveau pré-crise (26,8 M). Calculé en moyenne annuelle, **le taux de chômage passe de 7,9% en 2019 à 8% en 2020.**
- Activité économique :** Le Purchasing Managers' Index (PMI), qui mesure les performances du secteur manufacturier (hors-hydrocarbures), s'est établi à 48,7 au mois de janvier 2021. Malgré un timide rebond entre septembre et novembre 2020, **l'indice a indiqué une contraction de l'activité au cours de 51 des 60 derniers mois.**
- Inflation :** calculée en glissement annuel, **l'inflation urbaine s'établissait à 4,3% à la fin du mois de janvier 2021**, contre 5,4% en décembre 2020 et 7,2% en janvier 2020. La baisse des prix des denrées alimentaires (-8,5% pour les fruits et légumes en g.a.), qui constituent près d'un tiers du panier de biens retenu, est le principal facteur du ralentissement de l'inflation enregistrée ce mois-ci. **La nouvelle cible d'inflation retenue par la Banque Centrale est de 7% (à +/-2%).**
- Politique monétaire :** à l'issue de la première réunion de l'année de son comité de politique monétaire, **la Banque Centrale a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés** pour la deuxième fois consécutive. Le taux de rémunération des dépôts et le taux de refinancement restent à 8,25% et 9,25% respectivement, et le taux marginal à 8,75%
- Réserves de change :** Le **montant net des avoirs extérieurs détenus par la Banque Centrale** a été ramené de 45,46 Mds\$ (soit 8 mois d'importations de biens et services) fin janvier 2020 à **40,10 Mds\$** (soit 7 mois d'importations de biens et services) à la fin du mois de janvier 2021. Il avait diminué de 9,5 Mds\$ entre février (45,5 Mds\$) et mai (36 Mds\$).
- Comptes extérieurs :** Le déficit de la balance des paiements a été ramené de 3,5 Mds\$ à 69 M\$ entre le dernier trimestre 2019/2020 et le premier trimestre 2020/2021. Calculé en glissement trimestriel, le déficit courant s'est réduit de 27% à 2,8 Mds\$, mais reste deux fois plus élevé que celui enregistré à la même période l'année précédente (1,4 Mds\$). Porté par le retour des flux d'investissement de portefeuille (+6,7 Mds\$), l'excédent du

compte de capital et financier a triplé en g.t., à 3,9 Mds\$. Malgré une légère progression, les revenus touristiques sont restés bien en-deçà de leur résultats d'avant crise (-81% en g.a. à 800 M\$), tandis que les transferts d'expatriés étaient de nouveau en hausse (+20% en g.a. à 8 Mds\$).

- Flux financiers :** Comptabilisés sur les onze premiers mois de l'année, les transferts d'épargne des travailleurs expatriés sont passés de 24,2 Mds\$ (soit 8% du PIB) en 2019 à 27,1 Mds\$ (soit 7,5% du PIB) en 2020, soit une hausse de 12% en g.a..
- Flux financiers :** L'encours des titres de dette publique égyptiens détenus par des investisseurs étrangers serait passé de 26,9 Mds\$ à 29 Mds\$ entre janvier et février 2021, **dépassant ainsi pour la première fois son montant précédant la crise Covid-19** (27,8 Mds\$ en février 2020). Cet encours avait diminué de près des deux tiers entre février et mai 2020 (-17,4 Mds\$), au plus fort de la crise sanitaire, une sortie de capitaux inédite par son ampleur pour l'Égypte. Mais l'assistance des bailleurs internationaux – FMI en tête – a permis de rétablir la confiance des investisseurs, attirés par les hauts rendements (13,6% d'intérêts en moyenne sur les Bons du Trésor à un an en 2020), la faible inflation (4,3% au mois de janvier) et la stabilité de la livre égyptienne (+2% face au dollar US en 2020). En octobre 2020, 9,4% de la dette publique égyptienne émise en devise locale était détenue par des non-résidents (contre 13% en février 2020), selon Bloomberg.



- Dette externe :** **l'Égypte a procédé ce mois-ci à sa première – et probablement dernière – émission d'eurobonds** de l'année fiscale 2020/2021. L'opération a permis de lever **3,75 Mds\$** répartis en trois tranches de 5, 10 et 40 ans (750 M\$ pour la première et 1,5 Mds\$ pour les dernières), ce montant ayant été couvert 4,4 fois par la demande du marché (16,5 Mds\$). Le ministère des Finances a pu profiter d'une baisse significative des taux d'intérêt par rapport aux dernières émissions similaires : la tranche à 5 ans s'est conclue en moyenne à 3,875% (contre 5,25% pour les *greenbonds* à 5 ans émis en septembre et 5,75% pour les derniers *eurobonds* à 4 ans émis en mai),

celle à 10 ans à 5,875% et celle à 40 ans à 7,5%. Cette émission permettra de couvrir une partie des besoins de financement externes du pays, évalués à 9 Mds\$ par le FMI pour l'exercice en cours, et du déficit budgétaire de l'Etat, estimé à environ 440 Mds LE (28 Mds\$) par le ministre.

- **Finances publiques :** Selon le ministre des Finances, les recettes fiscales de l'Etat devraient passer de 677 Mds LE en 2019/2020 à 862 Mds LE en 2020/2021 (+27% en g.a.), contre 965 Mds LE actuellement inscrit au Budget (élaboré avant le début de la crise du Covid-19). L'excédent primaire pourrait être ramené de 1,8% à 0,6% du PIB et le déficit public de 7,9% à 7,8%, la dette publique passant de 86% à 87% du PIB.
- **Prévisions :** La banque EFG-Hermès, première banque d'investissement du pays, estime que l'inflation s'établira à 4,7% en moyenne au cours de l'année fiscale 2020/2021 (contre 4,5% en moyenne sur les sept premiers mois de l'exercice), les flux nets d'IDE seraient ramenés de 7,5 Mds\$ en 2019/2020 à 7,2 Mds\$ cette année, le ratio de dette publique/PIB de 19,1% fin juin 2020 à 18,9% fin juin 2021, et le montant des réserves en devise de la Banque Centrale de 38,2 Mds\$ à 36,8 Mds\$ sur la même période.
- **Prévisions :** La banque Goldman Sachs a revu à la baisse ses prévisions concernant le déficit égyptien pour les deux années à venir : le déficit public passerait de 7,9% du PIB en 2019/2020 à 8,1% du PIB en 2020/2021 (-1,6 pp), avant d'être ramené à 7,5% du PIB en 2021/2022 (-0,6 pp), du fait notamment d'une progression des recettes budgétaires plus importante que celle des dépenses au cours des deux derniers trimestres. La banque estime par ailleurs que l'Égypte n'émettra pas plus de 2,5 Mds\$ d'eurobonds d'ici à la fin de l'année fiscale (contre environ 7 Mds\$ en moyenne annuelle au cours des quatre derniers exercices) en raison de l'importance actuelle des flux entrants d'investissements de portefeuille (20 Mds\$ en 2020/2021). Les besoins en financements extérieurs de l'Égypte devraient néanmoins s'intensifier à compter de 2021/2022 afin de pouvoir répondre à ses engagements internationaux arrivés à échéance (prêts FMI et créanciers privés).
- **Prévisions :** Selon l'*Institute of International Finance*, le taux de croissance du PIB égyptien pourrait être ramené de 3,6% en 2019/2020 à 2,3% en 2020/2021, en-deçà des prévisions actuelles des autorités (entre 2,8% et 4%) et du FMI (2,8%). Le déficit public pourrait passer de 8% à 8,5% du PIB et la dette publique de 90% à 92% du PIB sur la même période.
- **Protection sociale :** Après une phase pilote lancée en juillet 2019 dans le gouvernorat de Port-Saïd, la mise en œuvre du système d'assurance santé universelle (ASU) s'est étendue ce mois-ci aux gouvernorats d'Ismaïlia (1,4 M d'habitants), Louxor (1,3 M) et Sud-Sinaï (100 000), où respectivement 84%, 67% et 85% de la population seraient déjà enregistrés. Le Président de la République a annoncé à cette occasion que **l'extension du programme à l'ensemble du pays devait être réalisée en 10 ans**, au lieu de 15 prévus initialement, soit d'ici 2027. Elle se poursuivra par les gouvernorats d'Assouan (1,6 M) et de

Suez (800 000) en mai et juin 2021, et s'achèvera par les gouvernorats les plus peuplés, Le Caire (10 M) et Giza (9 M). Pour l'année fiscale 2020/2021, 94 Mds LE sont allouées dans le Budget de l'Etat aux dépenses de santé (5,5% des dépenses totales), en hausse de 28% en g.a. mais encore loin du seuil constitutionnel des 3% du PIB (1,4%). Les dépenses publiques consacrées à la protection sociale devraient atteindre cette année 286 Mds LE (+5,6% en g.a., 16,7% des dépenses totales et 4,2% du PIB), réparties pour l'essentiel entre les contributions au fond de pension des retraités (130 Mds LE) et les subventions alimentaires (84 Mds LE). Selon les derniers chiffres de la Banque mondiale (2017), **60,1% des dépenses annuelles de santé des Égyptiens** (106\$ per capita selon l'OMS) **restaient à leur charge**, malgré le fait que plus de la moitié de la population ait accès à une forme d'assurance maladie.

- **Hydrocarbures :** Alors que **les exportations de GNL depuis le terminal de Damiette ont repris ce mois-ci après huit années d'interruption**, l'Égypte et Israël se sont accordés en principe pour la construction d'un nouveau pipeline relayant le champ gazier israélien Léviathan au second complexe égyptien de liquéfaction (Edku) lors d'une rare visite du ministre du Pétrole Tarek El-Molla en Israël et dans les Territoires Palestiniens. Un accord de principe a également été signé entre EGAS (Egyptian Natural Gas Holding Company) et Consolidated Contractors Company Oil&Gas (qui détient une partie de la concession de Gaza Marine aux côtés du Palestinian Investment Fund) pour l'exploitation du champ gazier Gaza Marine, découvert en 1999 par British Gas (1 Md ft³) et localisé à environ 36 km des côtes de Gaza.
- **Secteur bancaire :** Dans le cadre d'un plan de restructuration inscrit au programme du FMI, la **National Investment Bank** (banque publique non-commerciale et non-supervisée par la Banque Centrale) a cédé pour 435 Mds LE (soit environ 28 Mds\$) d'actifs (certificats d'investissement) à la National Bank of Egypt, première banque publique commerciale du pays. Cette opération a été accompagnée d'une baisse des taux d'intérêts associés aux certificats d'investissement (de -25 pbb à -375 pbb).
- **Tourisme :** Selon l'agence Colliers, **les hôtels égyptiens ont vu leur fréquentation baisser de près de 60%** en moyenne entre 2019 et 2020. Le taux d'occupation des hôtels s'est ainsi établi à 27% au Caire l'année dernière (contre 80% en 2019), 23% à Sharm El Sheikh, 24% à Hurghada (contre 60% et 67% en 2019) et 45% à Alexandrie (contre 82% en 2019). Pour 2021, l'agence prévoit que les taux d'occupation progressent de 65% en moyenne, en particulier dans les stations balnéaires de la Mer Rouge (+78% pour Sharm El Sheikh et +88% pour Hurghada).
- **Approvisionnement :** L'Égypte a acheté pour 240 000 tonnes de blé français (à 269,10\$ FAB la tonne pour l'offre la moins onéreuse), soit 50% des volumes acquis au terme de l'appel d'offre opéré ce mois-ci par l'agence publique des approvisionnements (120 000 tonnes de blé russe, 60 000 tonnes de blé ukrainien et 60 000 tonnes de blé roumain). L'Égypte est le premier importateur de blé au

monde, avec près de 13 millions de tonnes importées en 2020 (soit environ 3,5 Mds\$ au cours actuel).

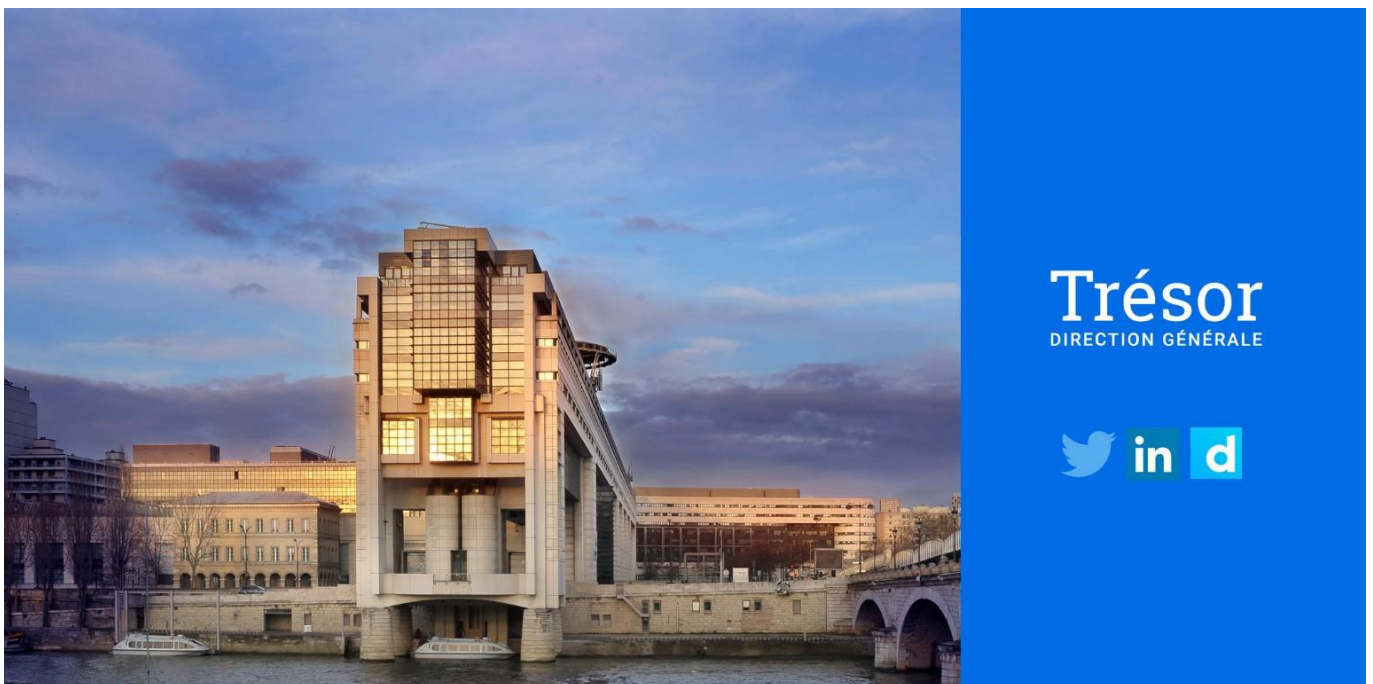
- **Marché automobile :** Les **ventes de voitures ont augmenté de 32% en 2020**, avec 168 000 véhicules vendus (dont 56 000 voitures européennes, en hausse de 63,5% en g.a.) tandis que les livraisons de voitures assemblées localement ont augmenté de 2,8% (82 300 unités) sur les onze premiers mois de l'année.

Dans le même temps, les ventes de pièces détachées ont diminué entre 20% et 30% selon la Chambre d'Industrie et d'Ingénierie. Les importations totales de véhicules ont par ailleurs augmenté de 7% en g.a. sur les dix premiers mois de l'année 2020, à 3 Mds\$.

Indicateurs

Indicateurs trimestriels		Juil.-Sept. 2019	Oct.-Déc. 2019	Jan.-Mars 2020	Avril-Juin 2020	Juil.-Sept. 2020
Taux de croissance réel du PIB (y/y) <i>aux prix du marché</i> en %		5,6	5,6	5	-1,7	0,7
Comptes externes en Mds USD	Solde commercial	-8,8	-9,9	-9,4	-8,4	-8,6
	<i>dont hydrocarbures</i>	-0,6	-0,1	0	0,4	0,1
	Balance des services	4	2,2	2,1	0,6	0,8
	<i>Revenus du tourisme</i>	4,2	3,1	2,3	0,3	0,8
	<i>Revenus du canal de Suez</i>	1,5	1,5	1,4	1,3	1,4
	Transferts privés (nets)	6,6	6,9	7,8	6,2	7,9
	Compte courant	-1,4	-3,2	-2,8	-3,8	-2,8
	Compte de capital et financier	0,7	4,6	-1,1	1,3	3,9
	<i>dont flux nets d'IDE</i>	2,4	2,6	1	1,5	1,6
	<i>dont flux nets d'inv. de portefeuille</i>	-2	2,3	-8,2	0,6	6,7
Balance des paiements	0,2	0,2	-5,5	-3,5	-0,1	
Indicateurs mensuels 2020		Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.
Inflation (y/y) en %	IPC urbain	3,7	4,5	5,7	5,4	4,3
	Inflation sous-jacente	3,3	3,9	4	3,8	3,6
Taux d'intérêts (corridor BCE) en %	Taux de rémunération des dépôts	8,75	8,75	8,25	8,25	8,25
	Taux de refinancement	9,75	9,75	9,25	9,25	9,25
Taux de change <i>moyenne mensuelle, cours médian</i>	LE pour 1EUR	18,58	18,51	18,54	19,10	19,11
	LE pour 1USD	15,77	15,71	15,65	15,69	15,70
Réserves officielles (en Mds USD) <i>à la fin du mois</i>		38,4	39,2	39,2	40,1	40,1

Notation de la dette souveraine <i>Note, perspective et date</i>	Standard & Poor's	B	stable	07/11/2020
	Fitch	B+	stable	27/07/2020
	Moody's	B2	stable	14/04/2020



Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Auteur : Service Économique du Caire

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique du Caire (adresser les demandes à isabelle.rose@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : louis.sellier@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.